INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 22 mars 2022**

* Les bourses européennes ont rebondi mardi, après leur léger repli de la veille, dans un contexte toujours marqué par la guerre en Ukraine. Le CAC 40 a repris 1,17% à 6 659,41 points, pendant que l'Euro Stoxx 50 regagnait 0,34% à 3 915,55 points. Ils ont accru leurs gains après l'ouverture à Wall Street, où le Dow Jones et le Nasdaq progressent respectivement de 0,56% à 1,42% en fin d'après-midi.
* Alors que le conflit en Europe de l'Est s'intensifie, sans qu'une avancée dans les pourparlers entre Kiev et Moscou n'ait été constatée, les pressions inflationnistes persistent à l'Ouest en raison des cours des matières premières qui restent à des niveaux élevés. Ainsi, malgré, son repli aujourd'hui, le baril de Brent reste supérieur à 110 dollars.
* Hier soir, au cours d'une conférence de la National Association of Business Economics, Jerome Powell s'est montré plus déterminé que jamais à combattre une inflation au plus haut depuis 40 ans. Le président de la Fed a ainsi déclaré que des hausses de taux plus importantes que prévu pourraient intervenir au cours des prochaines réunion de la banque centrale.
* James Bullard, le président de la Réserve fédérale de St Louis, a quant à lui déclaré dans une interview à Bloomberg qu'une hausse de 50 points de base devrait être prise en considération dans le choix de la Fed de relever son taux directeur. Le dirigeant avait déjà plaidé pour telle hausse la semaine passée, avant que l'institution ne s'en tienne à une hausse de 25 points de base.
* 24 heures après la Banque d'Egypte, la Banque centrale hongroise a resserré sa politique monétaire de 100 points de base pour contrer les menaces inflationnistes. Son principal taux directeur s'élève désormais à 4,40% alors qu'il était anticipé à seulement 4,15% par les spécialistes.

" Atteignant des sommets depuis des décennies, l'inflation a continué d'augmenter dans un certain nombre de pays. La guerre provoque des effets inflationnistes supplémentaires par le biais de la hausse des prix des produits de base et de l'énergie, qui a été aggravée par une augmentation répétée des ruptures d'approvisionnement ", a expliqué la Banque centrale en évoquant le conflit en Ukraine.

" En février, l'inflation a enregistré une hausse étonnamment forte de 8,3 %, même si le pire est peut-être encore à venir, car les fortes augmentations des prix de l'énergie et la faiblesse du forint au début du mois, combinées à la poursuite des pénuries dans les chaînes d'approvisionnement, sont susceptibles de faire grimper le chiffre en mars " rappelait Commerzbank ce matin. Or, la Banque nationale de Hongrie cible une inflation comprise entre 2% et 4%.

En fin d'après-midi, le forint hongrois gagnait 0,87% à 0,002701 euro.

* En hausse au cours des trois derniers jours, en particulier jeudi et lundi, les cours de l'or noir ont reflué aujourd'hui. Le baril de Brent perd 1,21% à 114,99 dollars tandis que son cousin américain, le WTI, recule de 1,70% à 110,21 dollars. Les cours du pétrole risquent cependant de reprendre leur marche en avant alors que le brut russe a du mal à trouver des acheteurs. Si Morgan Stanley anticipe un baril de Brent à 120 dollars au troisième trimestre, d'autres spécialistes envisagent des cours encore plus élevés. Certains évoquent ainsi un baril à 200 dollars.
* En France métropolitaine, les loyers pour les résidences principales (louées vides et dont l’usage principal est l’habitation) ont augmenté de 0,4 % entre octobre 2021 et janvier 2022, après un repli de 0,2 % entre juillet et octobre 2021. Tels sont les chiffres dévoilés ce mardi pour l’Insee. Sur un an, ils sont en hausse de 0,4 %, après +0,7 % en octobre 2021. Les loyers dans le secteur libre augmentent de 0,5 %. Dans le secteur social, ils sont stables sur un an.
* La production dans la construction a augmenté de 3,9% dans la zone euro en janvier 2022 par rapport au mois précédent. C’est ce qui ressort des premières estimations d’Eurostat, l’office statistique de l'Union européenne. Dans le détail, la production a grimpé de 4,2% pour la branche bâtiment et de 1,4% pour la branche génie civil. Sur un an, la production dans la construction a augmenté de 4,1% dans la zone euro en janvier 2022. Par rapport à janvier 2021, la production a augmenté de 6,6% pour la branche génie civil et de 3,5% pour la branche bâtiment.

**SOCIETES**

* Sur les marchés, la hausse des taux longs consécutive à ces déclarations a avant tout profité aux banques: BNP Paribas (+1,7%) ou encore Société Générale (+1,41%) ont longtemps été dans le peloton de tête du CAC 40, avant que les valeurs les plus affectées par le Covid, telles que URW (+3,45%) ou Airbus (+2,79%), ne les distancent définitivement.
* Les valeurs de bon père de famille comme Eurofins (-1,43%) ou Air Liquide (-0,34%) ont en revanche fermé la marche.
* Air Liquide a cédé 0,34% à 150,74 euros après la présentation de son nouveau plan stratégique à horizon 2025 jugé sans surprise par Jefferies. En termes de performance financière, le spécialiste des gaz industriels se fixe trois objectifs : une croissance des ventes accélérée à un rythme de 5 à 6 % en moyenne par an; une rentabilité des capitaux employés (ROCE) supérieure à 10 % à compter de 2023; et la réduction de ses émissions de CO2 en valeur absolue démarrant à horizon 2025.

Pour y parvenir, Air Liquide s'appuiera sur l'optimisation des ressources en capital et l'amélioration de la marge opérationnelle. Elle s'améliorera de plus de 160 points de base sur 4 ans (2022-2025), en agissant sur plusieurs leviers : une politique de prix dynamique, des gains d'efficacité réguliers et une gestion active du portefeuille d'activités.

En parallèle, les décisions d'investissement seront portées à un niveau record, pour atteindre environ 16 milliards d'euros sur la période 2022-2025, la moitié des investissements industriels étant consacrée à la transition énergétique. En moyenne, le montant annuel des investissements industriels augmente ainsi de + 45%.

Parmi les points saillants de cette présentation, Air Liquide entend accélérer le développement de l'hydrogène dont le chiffre d'affaires devrait au moins tripler d'ici 2035 pour atteindre plus de 6 milliards d'euros. Pour ce faire, le groupe prévoit d'investir environ 8 milliards d'euros dans la chaîne de valeur de l'hydrogène bas carbone d'ici 2035.

* Eutelsat Communications et OneWeb, l’opérateur de satellites de télécommunications en orbite terrestre basse (LEO), annoncent la signature d’un accord global pluriannuel de distribution portant sur les ressources en orbite de OneWeb. Grâce à ce partenariat, Eutelsat pourra commercialiser les services de connectivité opérés par OneWeb sur les segments de marché clés que sont la connectivité aérienne et maritime, les réseaux d’entreprises, les services gouvernementaux et aux opérateurs de télécommunications.

Cet accord s'inscrit dans le cadre d'une coopération opérationnelle accrue entre les deux sociétés depuis qu'Eutelsat est devenu le deuxième actionnaire de OneWeb en décembre dernier. Il témoigne en outre des synergies mises en œuvre entre elles, dès lors qu'il permet à OneWeb de bénéficier de la force de frappe commerciale d'Eutelsat tout en renforçant la flotte de satellites géostationnaires d'Eutelsat de ressources en orbite basse.

Il pose ainsi les jalons d'une étroite coopération entre les deux opérateurs autour du développement futur d'offres combinées GEO/LEO dans le domaine de la connectivité.

* BNP Paribas a annoncé hier soir avoir décidé de suspendre tout nouveau financement en Russie. En Bourse, l’action BNP Paribas progresse de 2,30% à 53,92 euros, soutenue comme celles des autres établissements bancaires par la forte hausse des taux longs. Le rendement du 10 ans allemand, qui sert de référence en Europe, gagne plus de 4 points de base à près de 0,52%, au plus haut depuis octobre 2018.

"BNP Paribas a, dans un premier temps, décidé de suspendre tout nouveau financement et, dans un second temps, décidé de suspendre tout nouveau projet en Russie", a déclaré la concurrente de Société Générale. Par conséquent, BNP Paribas a informé ses clients que sa filiale BNP Paribas ZAO ne sera plus en mesure de traiter leurs transactions à partir de la fin du mois de mars.

BNP Paribas a souligné qu'elle respectait rigoureusement toutes les sanctions internationales. Elle avait donné la semaine dernière les détails de son exposition brute de 3 milliards à la Russie et à l'Ukraine.

La banque de la rue d'Antin a rappelé hier soir qu'elle disposait déjà d'une présence limitée en Russie avant la crise actuelle. Elle avait progressivement réduit sa présence en Russie au cours des dernières années en mettant fin à ses activités de banque de détail en 2012 et à ses activités de crédit à la consommation en 2020.

* Pfizer fournira à l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) jusqu'à 4 millions de doses de son antiviral Covid pour 95 pays à revenu faible ou intermédiaire. Cette liste inclut tous les pays à revenu moyen inférieur et inférieur et certains pays à revenu moyen supérieur d'Afrique subsaharienne ainsi que les pays qui sont passés du statut de pays à revenu moyen inférieur à celui de pays à revenu moyen supérieur au cours des cinq dernières années, représentant environ 53 % de la population mondiale. Les détails financiers de l'accord n'ont pas été divulgués.
* Kingfisher chute de 3,9% à 280 pence à Londres, après la publications de résultats annuels légèrement sous les attentes. Le résultat ajusté avant impôt pour l'exercice 2021-2022 (clos fin janvier 2022) du groupe de magasins de bricolage ressort ainsi à 949 millions de livres sterling (+20,9%), alors que le consensus Visible Alpha anticipait 954 millions. La marge s'est établie à 7,2%, soit 10 points de base en-dessous des attentes des analystes. Le résultat opérationnel ajusté s'élève quant à lui à 1,148 milliard de livres (+14,5%), contre un consensus de 1,16 milliard.

Les ventes du groupe britannique ont progressé de 9,9% en comparable à 13,183 milliards d'euros, pour des prévisions de 13,147 milliards. Sur deux ans, le chiffre d'affaires a progressé de 18,1% en comparable, dont +13,4% au dernier trimestre. Les ventes en ligne ont pour leur part augmenté de 5,3% sur un an (+171% sur deux ans) et ont représenté 18% de l'activité, contre 8% sur l'exercice précédent.

En France, le groupe a enregistré une croissance de 9% (+9,3% à surface comparable) à 4,498 milliards de livres sterling, le chiffre d'affaires sur deux ans s'inscrivant en progression de 14,8% à surface comparable. Il a été porté par une demande forte dans les catégories jardin et aménagement extérieur, cuisine, bâti et menuiserie. Le chiffre d'affaires de l'enseigne Castorama est ressorti à 2,296 milliards de livres (+7,2% à surface comparable), alors que celui de Brico Dépôt a progressé de 11,6% à 2,2 milliards.

**ANALYSES**

* Désormais, le doute n'est plus permis. La flambée des prix va faire monter les salaires. Cet avant-dernier rouage de l'inflation s'est mis à tourner. Or c'est lui qui a enclenché toutes les grandes vagues inflationnistes.

Les signes s'accumulent, en Europe comme aux Etats-Unis. En France, le gouvernement va relever le « point d'indice » des fonctionnaires, gelé depuis un quinquennat. Les syndicats claquent la porte des négociations quand le patronat refuse d'envisager des augmentations générales, comme dans le secteur bancaire.

Au début de l'année, un industriel sur trois prévoyait des hausses sensibles de salaire dans les prochains mois (un sur vingt à l'été 2021). Cette proportion devrait encore s'accroître avec une hausse des prix sur un an qui approchera 5 % au printemps, selon les dernières prévisions de l'Insee.

Indexé sur la hausse des prix à la consommation, le SMIC va être rehaussé pour la troisième fois en moins d'un an, ce qui n'était pas arrivé depuis 1985. Ce gain poussera les petites rémunérations à la hausse dans les grands secteurs où le salaire minimum de la convention collective va se trouver au-dessous du nouveau SMIC.

Certains observateurs affirment que l'accélération se préparait depuis plusieurs années. Mais c'est l'épidémie de Covid qui a enclenché le mouvement actuel. Les arrêts puis les redémarrages brutaux de l'activité ont désorganisé les circuits mondiaux de production. De nombreux prix se sont envolés, du fret maritime aux puces en passant par l'énergie.

Le deuxième rouage a tourné dans l'industrie. Payant leurs achats plus cher, beaucoup d'entreprises ont répercuté le renchérissement sur leurs clients, d'autant plus facilement que la demande dépassait souvent l'offre.

Le troisième rouage vient de l'entrée en guerre de la Russie contre l'Ukraine, qui a encore accru les tensions sur des marchés déjà très tendus : alimentation et énergie. Or ces marchés sont vitaux. Un petit excès de la demande sur l'offre y provoque une hausse massive des cours.

Dès lors, la perspective d'une bosse provisoire d'inflation, qui semblait vraisemblable même si le provisoire se prolongeait, a disparu. D'autant plus que la résurgence imprévue du Covid en Chine bloque à nouveau des chaînes de production mondiales.

L'ampleur de la vague reste inconnue. Les salariés vont-ils parvenir à arracher des augmentations compensant la hausse des prix, au moment où beaucoup d'employeurs cherchent à embaucher ? Puis vient la question sur le dernier rouage : les entreprises pourront-elles faire passer des hausses de prix, alors que leurs marchés devraient redevenir plus concurrentiels et que leurs marges ont souvent battu des records l'an dernier ?

Pour les gouvernants, il est impossible d'attendre la réponse. Ils doivent agir. Du côté de la politique monétaire, c'est compliqué. Les banques centrales ont commencé par le plus facile : mettre fin aux dispositifs exceptionnels mis en place lors de l'épidémie pour éviter le grippage des marchés financiers.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a même commencé à relever son taux d'intérêt directeur. La Banque centrale européenne suivra dès qu'elle l'estimera nécessaire (c'est le message passé le 10 mars dernier par sa présidente Christine Lagarde).

Mais les banquiers centraux savent bien qu'une hausse des taux n'accroîtra jamais la production de blé ou de gaz. Ce n'est pas la solution face à une inflation qui vient de l'offre plus que de la demande. Autant chercher à frapper une mouche avec un marteau.

D'où le retour d'un débat que l'on croyait enterré : faut-il bloquer les prix ? Il y a trois mois, Isabella Weber, professeure adjointe à l'université américaine d'Amherst, a provoqué un tollé en conseillant à l’administration Biden de bloquer certains prix, comme l'avait recommandé une brochette des plus prestigieux économistes américains au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Récemment, Ignazio Visco, gouverneur de la Banque d'Italie, a affirmé que « des prix administrés pour une brève période ne seraient pas une mauvaise idée ». Après tout, c'est ce que fait le gouvernement français avec le gaz et l'électricité. Sans ce « bouclier tarifaire », la hausse des prix dépasserait déjà 5 % alors qu'elle n'est pour l'instant « que » de 3,6 %.

Le blocage des prix n'est pas une idée neuve. L'empereur Dioclétien avait tenté de l'imposer au IIIe siècle avant Jésus-Christ. Le roi d'Angleterre Edouard III avait décrété un blocage des prix et des salaires en 1349, pour endiguer la vague d'inflation engendrée (déjà !) par l'épidémie de peste noire. Pendant la Révolution française, la Convention a voté une loi du Maximum général plafonnant le prix des grains, là aussi sur fond de pénurie. Et plusieurs pays avaient bloqué les prix après le choc pétrolier de 1973.

Il est logique que les gouvernants cherchent à protéger la population des aléas qui la frappent, surtout quand les plus défavorisés sont les plus pénalisés. Comme le dit Visco, une action « pour une brève période » peut parfaitement se justifier.

Il est toutefois difficile et souvent douloureux de mettre fin à ces blocages. Entre-temps, ils peuvent avoir des effets désastreux. Si par exemple EDF vend ses kilowattheures à prix bloqué, il perd les moyens d'investir dans de nouvelles capacités de production, pourtant essentielles à la transition énergétique. Si le prix ne peut pas toujours être laissé au jeu du marché, il doit encore moins être confié aveuglément à l'Etat.

**L’AGENDA DU 23 mars 2022**

**15h00 aux Etats-Unis**

Ventes de logements neufs en février  
  
**15h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers  
  
**16h00 en zone euro**

Confiance des consommateurs en mars